

INVESTISSEMENTS ARABES EN ALGÉRIE

Les gros sous attendus pour fin 2008

Le volume global des investissements directs arabes en Algérie attendu d'ici la fin de l'année 2008 avoisinera les 19 milliards de dinars. Ces investissements proviendront essentiellement de trois grands groupes émiratis : Emmar, Alqudra et la compagnie d'aluminium Dubal. Le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Abdelhamid Temmar, qui répondait jeudi à une question orale d'un député, a reconnu la complexité des négociations toujours en cours.

Sofiane Aït Ilfis - Alger (Le Soir) - Ces méga-projets intéressent les secteurs du tourisme et de la pétrochimie. Chaque groupe postule à consentir un lourd investissement oscillant entre 7 et 8 milliards de dollars. Les négociations traînent, du fait, a expliqué

Temmar, de la nature des investissements et de leur complexité. En attendant la concrétisation de ces projets, le montant des investissements directs arabes en Algérie s'évalue, entre 2001 et 2007, à 524 milliards de dinars, soit au total 264 projets. Ce qui repré-

sente 60% du volume global des investissements directs étrangers. Les Egyptiens avec 27 projets et un investissement de l'ordre de 136 milliards de dinars viennent en tête des investisseurs arabes en Algérie. Ils sont suivis des Émiratis avec 5 projets pour un montant de 76 milliards de dinars. Viennent enfin les Koweïtiens avec 2 projets pour un montant de 38 milliards de dinars. Par ailleurs, les IDE, hors hydrocarbures, se sont élevés, pour la période allant de 2001 à 2007, à 6,8 milliards de dollars.

La part des investissements étrangers non arabes est de l'ordre de 342 milliards de dinars avec un total de 367 projets, soit 40% du volume global des investissements directs étrangers en Algérie.

417 entreprises privatisées totalement ou partiellement

interrogé par la députée Louisa Hanoune sur le bilan des privatisations et sur la destination des recettes générées par l'opération, le ministre de l'Industrie et de la Promotion des

Investissements a indiqué que, jusqu'à 2007, 417 entreprises ont été totalement ou partiellement privatisées.

D'entre ces 417 entreprises, 192 l'ont été totalement, 33 à seulement 50%, 69 ont été reprises par les travailleurs, 29 ont accompli des partenariats et 83 ont connu un transfert d'actifs.

Les acquéreurs de ces entreprises publiques privatisées ont dû éponger un passif (dettes) de l'ordre de 44 milliards de dinars. Les opérateurs ont investi, dans le cadre de la privatisation, 871 milliards de dinars. Selon Temmar, pas moins de 36 500 postes d'emploi ont été préservés dans le cadre du processus de privatisation et que les repreneurs se sont engagés à en créer 18300 nouveaux.

Jusqu'à fin décembre 2007, il a été enregistré 2475 travailleurs ayant consenti au départ volontaire et ont été indemnisés. Les recettes générées par ces privatisations s'évaluent à 125 milliards de dinars. Des recettes versées, selon Temmar, dans un compte spécial du Trésor public.

Le ministre a indiqué aussi que le processus de privatisation a permis un transfert de 17 6281 mètres carrés d'excédents immobiliers des entreprises. La gestion de ces actifs est confiée au CPE. Le ministre a en outre indiqué que 51 (17%) entreprises privatisées connaissent des difficultés à appliquer les décisions du CPE alors que 4 entreprises ont été fermées et leurs actifs transférés.

S. A. I.

CONSTRUCTIONS PRÉCAIRES

8% du parc immobilier national

Le parc national immobilier compte 553 000 logements précaires, soit 8% du parc global national. C'est ce qu'a révélé jeudi à l'APN le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa.

Selon le ministre, l'Etat travaille à la résorption de l'habitat précaire en consacrant, dans le cadre de la loi de finances 2008, une enveloppe financière pour la réalisation de 70 000 logements. Ce qui s'ajoute aux 94000 logements inscrits auparavant.

Donc, au total ce seront 164 000 logements inscrits dans le

cadre du programme portant résorption de l'habitat précaire. Le ministre a indiqué, en outre, qu'une enveloppe de 840 millions de dinars est affectée par le gouvernement pour l'expertise et la restauration des constructions qui menacent ruine.

Par ailleurs, le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme a affirmé que le programme quinquennal 2005-2009 englobe toutes les catégories sociales, précisant que 480 000 logements locatifs ont été affectés aux citoyens dont le revenu mensuel ne dépasse pas 24 000DA dont 200 000 loge-

ments sont destinés à la résorption graduelle de l'habitat précaire. Et pas moins de 980 000 logements ont été subventionnés par l'Etat y compris ceux du type social-participatif, location-vente et rural.

Le ministre a affirmé que les citoyens dont le revenu ne dépasse pas le seuil de 72 000 DA, peuvent recourir à la formule du logement promotionnel auquel le gouvernement accorde un intérêt particulier notamment dans le cadre du dossier du financement hypothécaire qui est à l'étude.

S. A. I.

EAU MINÉRALE SAÏDA

Cédée au groupe Yaïci

La prestigieuse eau minérale Saïda, référence nationale pendant plusieurs décennies, vient de changer définitivement de main. Le processus de sa privatisation a été lancé en 2005 par la Société de gestion des participations des Conserves, jus et boissons (SGP/Cojub) et ce n'est qu'en 2008 que l'entreprise est cédée au profit du groupe privé Yaïci de la wilaya de Sétif, propriétaire égolement de l'eau minérale Djemila, de Béni Fodda.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le montant de rachat de l'entreprise Saïda est toutefois dérisoire. Il est de 750 millions de dinars, en deçà de l'investissement que compte effectuer le nouveau propriétaire, mais qui a inclus dans ce montant d'acquisition les 242 millions de dinars de dettes de l'entreprise.

Le groupe Yaïci a organisé, jeudi à l'hôtel El Aurassi une grandiose cérémonie, à l'occasion de la signature de l'acte d'acquisition de l'entre-

prise publique de l'eau minérale Saïda.

Des hommes d'affaires et politiques ont été conviés pour être témoins de l'engagement de Yaïci à redorer le blason de la marque Saïda pour reconquérir sa place sur le marché. 1,3 milliard de dinars, tel est le montant d'investissement du nouveau patron de Saïda pour relancer l'activité de l'entreprise qui, rappelons-le, a cessé depuis plusieurs mois. Mis à part le maintien des 1 600 emplois existants,

le groupe Yaïci a l'ambition d'ouvrir de nouveaux postes pour contribuer à la diminution du chômage au niveau local mais surtout faire appel aux dernières innovations technologiques que ce soit dans la production ou dans la gestion.

«Nous espérons réaliser les objectifs assignés dans le contrat de cession et même aller au-delà des résolutions prescrites pour faire revenir le label Saïda», dira l'administrateur général du groupe Yaïci. Ce dernier, à son actif, une expérience dans la gestion des sources minérales, avec le lancement de la marque Djemila, l'entreprise est entrée en production il y a quelques jours avec 500 000 bouteilles par jour.

Il est important de signaler que la privatisation de l'eau minérale Saïda parachève la cession de toute la filiale «eau minérale» de la SGP/Cojub, qui représentait quatre sociétés. Les eaux minérales de Mouzaïa et de Benharoun ont été cédées au groupe Sim, et les eaux de Batna au groupe Attia.

Concernant les autres filiales de la SGP, leur privatisation interviendra d'ici la fin de l'année en cours, a précisé son président du directoire, Ahmed Sebbah, en marge de la cérémonie. Elles sont au total cinq entreprises mises en vente et les discussions avec de potentiels acquéreurs sont en cours.

R. M.

CHANGEMENT À LA TÊTE
D'ALGÉRIE TÉLÉCOMBenhamadi
nouveau P-DG

C'est le vent qui précède la tempête à Algérie Télécom. L'entreprise nationale peine à trouver sa stabilité.

Installé depuis seulement trois mois à la tête de l'entreprise, Mouloud Djaziri a été invité par le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Boudjemaâ Haïchour, à déposer sa démission, jeudi. Pourtant, il n'est à ce poste que depuis trois mois, lorsque la même instruction a été donnée pour Slimane Kheireddine le 31 décembre 2007.

La nomination du nouveau P-dg d'Algérie Télécom interviendra aujourd'hui, a-t-on appris de source sûre. Il s'agit de Moussa Benhamadi, le fondateur de l'internet en Algérie, puisqu'il était le premier directeur du Centre de recherche sur l'information scientifique (Cerist). De 2002 à 2007, il fut député FLN de Bordj Bou-Arréridj, avant de se retrouver au chômage depuis les élections législatives de 2007.

Selon des indiscretions, cette nouvelle nomination a deux objectifs essentiels, qui malheureusement ne s'inscrivent pas dans la politique de relance d'Algérie Télécom dans sa globalité.

La première raison étant de réhabiliter l'ancien député dans son domaine initial qui est les technologies de l'information et le deuxième motif est celui de booster, une fois de plus, l'opération Ousratic qui a du mal à démarrer et trouver l'engouement chez les familles algériennes.

Ces changements répétitifs au sein de l'entreprise influencent négativement sur sa gestion, sachant que d'autres changements internes suivront systématiquement. Cela ne fait que retarder également le processus de l'ouverture du capital d'Algérie Télécom qui devait intervenir début 2008, après plusieurs reports. Mais au stade où vont les changements à la tête de l'entreprise, il serait difficile de parler de son développement tant que la stabilité n'y règne pas.

R. M.